

# Les dynamiques transfrontalières et la sécurité alimentaire au Sénégal : la filière anacarde dans le Fogny-Kombo (Commune de Kataba 1)

Abdou Kadry Mané\*, Ibrahima Diombaty\*\*,  
Ndèye Sokhna Cissé\*\*\*, Ibrahima Ba\*\*\*\*,  
El Hadji Rawane Ba\*\*\*\*\*, Mouhamadou Mountaga Diallo\*\*\*\*\*

## Résumé

La mobilité transfrontalière a toujours été une ressource qu'utilise la population en vue d'améliorer ses conditions de vie. L'exploitation de la culture d'anacarde dans le Fogny-Kombo, est, au-delà d'une stratégie d'adaptation aux aléas climatiques et de reconstruction d'un territoire balkanisé, un phénomène d'illustration de la relation mobilité/sécurité alimentaire. Le cumul des facteurs naturels (rareté des pluies, la salinisation des terres) et socio anthropique (le fort taux de scolarisation et d'exode rural) ont rendu impossible le développement des cultures céréalier et arachidières. Dans ce contexte, grâce à la filière anacarde, la population du Fogny-Kombo arrive à une sécurité alimentaire. En réalité, les mobilités transfrontalières constituent un facteur essentiel du grand essor de cette arboriculture, garant d'un équilibre alimentaire. Pour analyser la relation sécurité alimentaire/mobilité transfrontalière dans le Fogny-Kombo, une méthodologie mixte à la fois qualitative et le quantitative est convoquée. Ainsi, au-delà de la littérature,

\* Doctorant, Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales, (LARTES/IFAN). Email : maneabdoukadry@gmail.com

\*\* Doctorant, Laboratoire de géographie humaine, Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar, Sénégal. Email : idioma2016@gmail.com

\*\*\* Docteure, Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales, (LARTES/IFAN). Email : sokhnacisse28@yahoo.fr

\*\*\*\* Doctorant, Laboratoire de géographie humaine, Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar, Sénégal. Email : ibaba99@yahoo.fr

\*\*\*\*\* Docteur, Laboratoire de géographie humaine, Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar, Sénégal. Email : rawaneba2863@gmail.com

\*\*\*\*\* Enseignant-chercheur, département de géographie, Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar, Sénégal. Email : mouhamadoumountaga.diallo@ucad.edu.sn

50 producteurs ont été mobilisés pour répondre au guide d'entretien semi-directif. Le résultat tiré de cet exercice montre une relation réelle entre les mobilités transfrontalières et le développement de la filière anacarde, source de sécurité alimentaire en Fogny-Kombo.

**Mots-clés :** territoire, frontière, dynamique transfrontalière, sécurité alimentaire, Fogny-Kombo, Sénégal

## **Abstract**

Cross-border mobility has always been a resource used by people to improve their living conditions. The exploitation of the cashew nut culture in Fogny-Kombo is, beyond a strategy of adaptation to climate hazards and reconstruction of a balkanised territory, an illustration of the mobility/food security relationship. The combination of natural factors (scarcity of rains, salinisation of lands) and socio-anthropic factors (high schooling rate and rural exodus) have made it impossible to develop cereal and groundnut crops. In this context, thanks to the cashew nut industry, the population of Fogny-Kombo has achieved food security. In fact, cross-border mobility is an essential factor in the growth of this tree crop, which guarantees a balanced diet. To analyse the relationship between food security and cross-border mobility in Fogny-Kombo, a mixed qualitative and quantitative methodology has been adopted. Thus, in addition to the literature, 50 producers were mobilised to respond to the semi-directive interview guide. The result of this exercise shows a real relationship between cross-border mobility and the development of the cashew nut sector, a source of food security in Fogny-Kombo.

**Keywords:** Territory; border; cross-border dynamics; food security, Fogny-Kombo, Senegal

## **Introduction**

En Afrique de l'Ouest, la fraternité territoriale et l'existence du potentiel qu'offre la frontière constituent un facteur fondamental dans le processus de sécurité alimentaire. Rupture ou discontinuité spatiale essentielle, la frontière est généralement considérée comme une ligne de démarcation entre deux ou plusieurs territoires politiques (Foucher 1991; Sall 1992). De ce fait, elle est l'incarnation spatiale du pouvoir étatique et crée des effets-frontières dont la population tire profit. En Afrique, les espaces frontaliers sont des zones de fortes et solides solidarités sociales, culturelles et économiques (Diallo 2014 ; Kane 2010).

Le Fogny-Kombo, espace frontalier avec la République de Gambie, se caractérise par d'intenses et multiples mobilités transfrontalières (Mané 2015). De nos jours, celles-ci accompagnent le processus de développement

de la filière anacarde, garant d'une sécurité alimentaire. Quelle est la relation entre la mobilité transfrontalière et le développement de la filière anacarde ? Dans quelle mesure cette filière est-elle source de sécurité alimentaire dans cette partie du Sénégal ?

À l'image de tout le continent, et du Sénégal en particulier, la zone du Fogny-Kombo présente un bon cadre d'analyse de cette problématique de relation entre mobilité et sécurité alimentaire. L'originalité de cet espace se manifeste par son caractère transfrontalier très dynamique (Enda Diapol 2007). Malgré la différence étatique, la zone est surtout marquée par la forte présence de traits caractéristiques identiques, favorisant de robustes solidarités et des dynamiques sociales, culturelles, économiques qui peuvent être source de sécurité alimentaire.

Le présent article se fixe pour objectif principal d'analyser le rôle des dynamiques transfrontalières dans le processus de sécurité alimentaire au Sénégal. Il cherche à mettre un accent particulier sur la relation entre mobilité, développement de la filière anacarde et sécurité alimentaire dans la commune de Kataba 1. En d'autres termes, ce travail vise à analyser l'apport des mobilités transfrontalières dans le processus de dynamisation de la filière anacarde comme stratégie de sécurité alimentaire dans la zone.

Pour une bonne prise en charge de la question de recherche, l'article s'occupe premièrement du principe lié à la démarche. Elle consiste en une approche méthodologique dont la finalité est de présenter les différents outils mobilisés. À cet effet, la démarche mixte basée sur la méthode quantitative et qualitative a été convoquée. Ensuite, l'intérêt est porté sur les stratégies et les politiques mises en place dans une perspective de sécurité alimentaire au Sénégal et dans le Fogny-Kombo. Pour donner une dimension historique à la recherche, un accent particulier est mis sur le passé des mobilités agricoles. Enfin, la sécurité alimentaire est analysée dans le triptyque mobilité, développement de la filière de l'anacardier et garantie alimentaire.

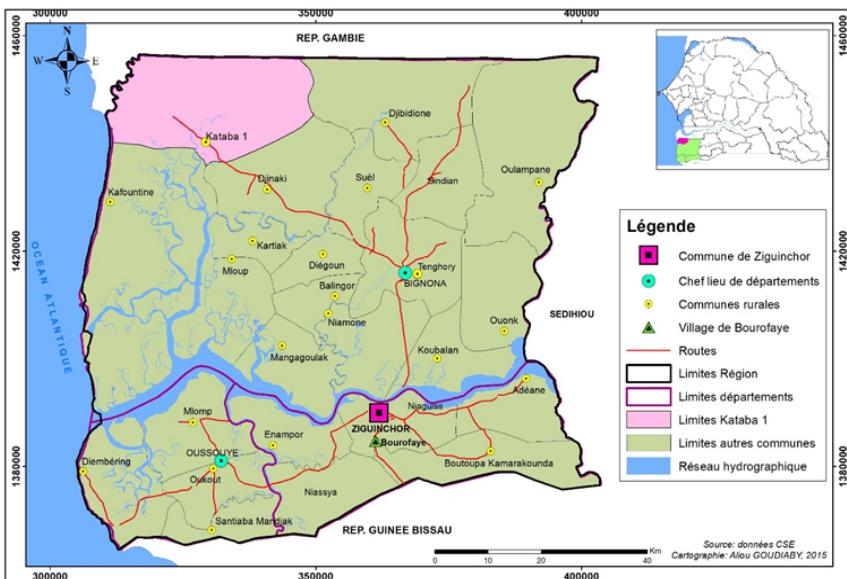
## **Méthodologie et conceptualisation**

### ***Présentation de la commune de Kataba 1***

De façon spécifique, notre espace de recherche se situe dans la commune de Kataba 1. C'est une zone du Sénégal localisée en Basse Casamance, au nord du département de Bignona, dans la région de Ziguinchor (cf. Carte 1).

Cette commune a été instituée à l'occasion de l'érection en commune en 2008 de Diouloulou, qui était l'ancien chef-lieu de la communauté rurale. Mais avec l'avènement de l'acte III de la décentralisation, marqué par la communalisation intégrale au Sénégal, la commune de Kataba 1 est créée

en 2014. Elle couvre une superficie de 714 km<sup>2</sup>. Elle est limitée au nord par la République de Gambie, au sud par les communes de Kafountine et Djinaky, à l'ouest par l'océan Atlantique et la République de Gambie et à l'est par les communes de Djinaky et Djibidione.



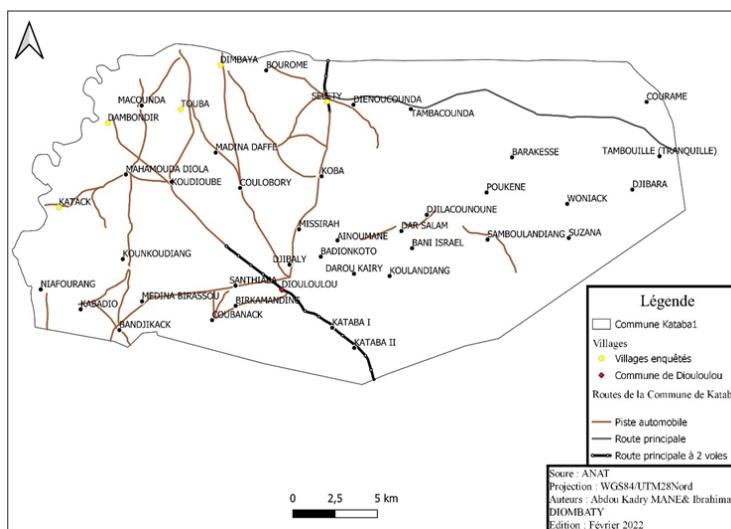
**Carte 1 :** Situation géographique de Kataba 1

## Méthodologie

La démarche suivie dans le cadre de cette recherche repose essentiellement sur la documentation et le travail de terrain. Si la documentation, très riche et variée, a permis de mieux comprendre l'intérêt qu'a suscité cette problématique de recherche, elle laisse voir que la littérature, dans le contexte de la relation entre mobilités transfrontalières et sécurité alimentaire, reste assez muette. Le travail de terrain s'appuie sur des enquêtes réalisées dans le cadre du mémoire de master (Mané 2015) et de la thèse de doctorat en cours. Des séjours fréquents dans cette zone ont permis des observations directes. Ce sont aussi des occasions d'être en contact avec des personnes-ressources et de bâtir un réseau facilitant le travail à distance. Si l'enquête téléphonique a permis de gagner du temps, l'achat du crédit téléphonique, l'instabilité du réseau, le manque de téléphones pour certains acteurs ont constitué les principaux blocages du travail de terrain. Elle a par conséquent supposé une approche participative par laquelle des connaissances ont facilité les entretiens avec des acteurs impliqués dans la filière.

L'enquête est réalisée sur cinq villages de la commune de Kataba 1. Il s'agit notamment de Dombondir, Dimbaya, Katack, Touba Tranquille et Séléty. Le choix de ces localités est fait selon la proximité de la frontière et le niveau de développement de la filière. Quant aux exploitations, la méthode du choix raisonné, une méthode non probabiliste, ou empirique, a été privilégiée. Cette démarche n'obéit à aucune justification théorique ni rigueur statistique, mais se fait de façon raisonnée (Tano 2012:95). Ainsi, elle a permis de gagner du temps et de choisir les exploitants répondant le mieux à notre problématique. Un des critères majeurs du choix des exploitants se fonde sur la présence d'acteurs ou ouvriers n'appartenant pas au ménage. Sur cette base, au total, 50 producteurs de noix de cajou ont été interrogés à raison de 10 producteurs par village (cf. Carte 2).

Il convient de noter que notre appartenance à cette région et notre plurilinguisme ont été un atout capital dans le travail d'enquête. En effet, la Casamance, vaste région située au sud du Sénégal, se caractérise par une pluralité ethnolinguistique (Pélissier 1966 ; Sané 2017) unie par la culture (cousinage à plaisanterie) et l'esprit de fraternité. En plus, ce plurilinguisme a permis de surmonter la barrière liée à la langue, car les interlocuteurs, majoritairement non scolarisés, s'expriment en plusieurs langues locales. De fait, le biais que pouvait représenter cette appartenance est compensé par la facilité des discussions directes avec les acteurs et la compréhension de certains codes culturels. Il faut noter de surcroît que les travaux de recherche réalisés ou encore en cours (mémoires de master et de thèse) dans cette zone de frontière ont été fondamentaux dans la compréhension de la problématique.



Carte 2 : Localisation des villages enquêtés | Source : Mané et Diombaty (2019)

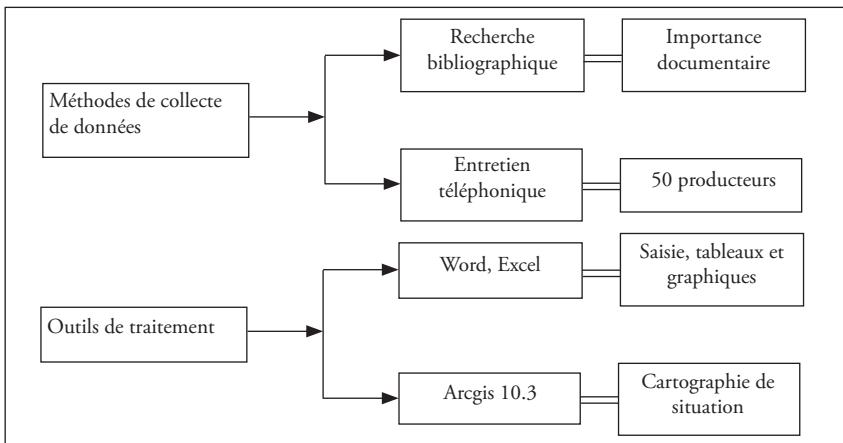


Figure 1 : Étapes de la démarche

### ***Le Fogny-Kombo, territoire étatique, espace de vie et sécurité alimentaire***

Il ne s'agit pas ici de faire une définition substantielle des concepts, mais de voir les interrelations entre les différents concepts permettant une meilleure compréhension de la problématique, dont les mots-clés sont : territoire, frontière, mobilité, sécurité alimentaire, Fogny-Kombo.

Selon la littérature, le territoire est conçu comme un espace approprié par un groupe social qui l'aménage et le gère (Brunet, Ferras & Théry 2006). C'est donc un espace habité, transformé et gouverné par une société humaine qui y manifeste son existence. Dans cette définition, ce concept a un sens juridique, politique, social, culturel et affectif (Ferrier 2002). Ici, il est bien limité et mesurable. Il est constitué par des limites, des bornes. Il est aussi acquis par un groupe avec ses besoins de subsistance, qui y manifeste son identité. Le territoire est alors un espace approprié (Di Méo 2001). Dès lors apparaît la notion de frontière. Celle-ci peut être considérée comme un trait d'union, un espace commun, une zone de couture qui peut devenir par ailleurs une zone de rupture, de rapport de force ou d'opposition (Igué 1995 ; Bennafa 2002 ; Kane 2010 ; Diallo 2014).

Dans ce contexte, l'espace sur lequel porte notre réflexion s'ouvre largement à cette conception politique et sociale du territoire (Badie 1995), qui caractérise la structuration territoriale et administrative du Sénégal, bien délimité dans sa partie nord par une frontière politique, que composent les communes de Djinaky, Diouloulou, Kafountine, et Kataba 1. Cet espace géographique couvre à la fois un territoire politique circonscrit par une frontière coloniale et entretenue par l'État, et un autre territoire transcendant cette limite et animé par la population. Il constitue l'espace transfrontalier, l'à cheval de la frontière sénégalo-gambienne.

Cet espace appartenait aussi au sous-territoire du Narang et du Kombo (Enda Diapol 2007). Ces deux entités qui, avant la mise en place de la frontière, étaient à cheval sur les États actuels du Sénégal et de la Gambie, constituaient un espace commun. Ce territoire est très vaste, couvre des localités gambiennes ainsi que la quasi-totalité des villages de l'arrondissement de Kataba 1. Il constitue donc l'espace de vie de la population, divisé en deux territoires par une frontière étatique politiquement et administrativement différents.

Mais dans le contexte de ce travail, il convient de signaler qu'en raison des disponibilités et du manque de moyens, notre objectif de couvrir tout le vaste espace du Fogny-Kombo a été réduit au territoire de la commune de Kataba 1, qui partage une large frontière avec la Gambie.

La spécificité de ce territoire peut être perçue à travers une certaine caractéristique spatiale : sa continuité socioculturelle, sa territorialité, sur le plan géographique et géophysique, son dynamisme, animé par la forte mobilité transfrontalière des personnes et des biens. Ce qui donne une homogénéité sur tous les plans et un sens à ce territoire transfrontalier ou espace de vie. Malgré cet atout, la zone est le théâtre des contraintes mutuelles. En effet, si les autochtones sont contraints de pratiquer leur mode de vie en dépit des gardes frontières, ces derniers éprouvent beaucoup de mal à endiguer les multiples stratégies peaufinées par la population locale.

De ce fait, les mouvements réguliers, autorisés, ou bien irréguliers, les stratégies de contournement des habitants qui s'effectuent de part et d'autre de la frontière pour des besoins vitaux ou relationnels, inscrivent la zone dans les dynamiques transfrontalières (Sène 2019).

Ainsi, une double explication sur le plan à la fois économique et socioculturel pourrait être donnée aux mobilités transfrontalières en tant que source de sécurité alimentaire. Elles gagneraient à être mieux organisées, mais elles échappent aux dispositifs législatifs et réglementaires de surveillance des frontières mis en place par les États et qui influent négativement sur les stratégies de sécurité alimentaire. En outre, elles sont ignorées par les pouvoirs publics, qui les qualifient d'illicites ou d'informelles, alors qu'elles jouent un rôle non négligeable dans le processus de sécurité alimentaire du Fogny-Kombo.

Aujourd'hui, une analyse de son passé permet de comprendre les dynamiques observées dans le Fogny-Kombo. Il faut rappeler que cet espace jadis uni a connu une histoire très mouvementée. En réalité, pendant la période pré-coloniale, ce territoire est occupé par plusieurs entités politiques issues de la désintégration des grands ensembles ayant dominé la Sénégambie (empires du Ghana, Mali, Gabuu...) (Enda Diapol 2007). Elles constituent les principales formations politiques antérieures à la colonisation de la région (Barry 1988 ; Sall 1992).

On peut cependant s'accorder pour dire que cet espace était et reste relativement homogène sur tous les plans. En effet, les habitants de cette zone, à la veille de la colonisation, appartenaient à des familles culturelles diverses. Néanmoins, il existe une homogénéité globale de ce sous-espace autant sur le plan physique que sur le plan social. Ce qui explique les dynamiques socio-spatiales que vit la zone.

Tout d'abord, le cadre géophysique a contribué au maintien d'une homogénéité des pratiques culturelles, sociales, économiques sur l'axe Banjul-Bissau (Pélissier 1966 ; Person 1974). Les espaces ethnolinguistiques étaient eux-mêmes globaux, car ils sont constitués essentiellement des groupes de populations tels que les Mandingues, les Diolas, les Mandjacks, les Bainoucks, les Balantes, les Mancagnes... partagés de part et d'autre de la frontière... En d'autres termes, ces phénomènes maintiennent une cohésion pacifique des acteurs.

Une bonne qualité de l'alimentation comprend une variété ou diversité adéquate, donnant un équilibre nutritionnel à l'être humain. La sécurité alimentaire est, selon l'Organisation mondiale de la santé, considérée comme un ensemble d'alimentations saines, protégeant contre la malnutrition sous toutes ses formes, mais également contre les maladies non transmissibles (cancer, diabète, maladies cardiaques et accidents vasculaires cérébraux) (FAO 2020). Dans ce sens, l'alimentation est considérée comme le premier médicament et la lutte contre l'insécurité alimentaire permet de garantir une bonne santé à la population.

En outre, la sécurité alimentaire est la possibilité qu'ont les hommes à tout moment d'accéder physiquement, socialement et économiquement à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leur préférence alimentaire pour mener une vie saine et active (Caillavet *et al.* 2014). L'insécurité alimentaire, quant à elle, décrit la situation où la possibilité de s'approvisionner en nourriture suffisante et adéquate sur le plan nutritionnel et de façon socialement acceptable est limitée ou incertaine (Anderson 1990, cité dans Abdelkader 2017).

Les notions de qualité et de diversité qui sont utilisées dans la définition de la sécurité alimentaire, importante à investir dans notre zone, ne sont malheureusement pas prises en charge dans le cadre de cette recherche. En revanche, ici, la sécurité alimentaire est considérée comme la capacité d'un peuple à garantir une stabilité alimentaire (World Bank 1986 ; Abdelkader 2017). Ainsi, dans notre zone de recherche, grâce au développement, appuyé par des mobilités transfrontalières, de plantations d'anacardiers, les paysans parviennent généralement à assurer la garantie alimentaire du riz. Ainsi, la sécurité alimentaire est prise comme la disponibilité en permanence de vivres dans le ménage.

## Discussion des résultats

### *Politiques et stratégies de sécurité alimentaire*

La sécurité alimentaire est une problématique qui a toujours occupé le devant de la scène internationale. Elle traduit une façon d'améliorer ou de garantir les conditions de vie permettant de passer d'un état d'insuffisance à celui de suffisance (Minvielle & Lailler 2005 ; FAO 2014).

Cependant, la question de la sécurité alimentaire semble progressivement être phagocytée par celle de la pauvreté, du fait de la complexité du problème, et cela l'inscrit désormais au premier plan des préoccupations du monde (Minvielle & Lailler 2005). Pour répondre à ce combat imposé par des facteurs naturels (changement climatique) et anthropiques (conflits, migration, exode rural, expansion urbaine...), plusieurs initiatives ont été mises en œuvre par des populations. Parmi les stratégies utilisées pour la sécurité alimentaire, la mobilité est une des plus anciennes. Il y a également une adaptation de nouvelles cultures agricoles, telles que la plantation d'anacardier dans le Fogny-Kombo.

Le Sénégal est une terre d'immigration agricole : le mouvement *navétane* est occasionné par les paysans qui viennent, pendant l'hivernage, dans la région du Bassin arachidier, pour travailler comme ouvriers agricoles (Diallo 2014). En effet, le développement de la filière arachidière, dont le pays fut leader mondial dans les années quatre-vingt, s'est accompagné de mouvements migratoires en provenance de tout le continent africain, notamment des pays comme le Mali, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, le Niger, etc. La migration intra-muros ou à l'intérieur du pays pour le développement de l'activité agricole a également été examinée dans le cadre des stratégies de sécurité alimentaire. Les mouvements des cultivateurs du bassin arachidier vers Pata, Médina Yoro Foula (MYF) et en Haute-Casamance en général, sont déployés – entre autres stratégies – pour faire face au déplacement de l'isohyète 1 500 mm de la zone centre vers le sud (Sidibé 2002). En outre, l'un des mouvements les plus spectaculaires a été celui de la conquête des Terres neuves. Cette politique fut engagée dans les années quatre-vingt par l'État du Sénégal dans le but de préserver les terres du bassin arachidier, dont la surexploitation rendait les sols pauvres et créait une menace pour la sécurité alimentaire.

Sur le plan régional, des politiques de prise en charge de la problématique de sécurité alimentaire ont été l'œuvre de certaines institutions. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Organisation ouest-africaine de la santé sont les principales institutions de la sous-région en charge des politiques

et stratégies de sécurité alimentaire (FAO 2014). C'est pourquoi, malgré la vulnérabilité alimentaire dont la plupart des États dits du Sud font montre, les initiatives de politique et de stratégie de sécurité alimentaire expérimentées et en voie d'expérimentation ont par endroits eu des effets positifs.

Au Sénégal, à l'image des autres pays ouest-africains, bien qu'il n'y ait pas de recette en la matière, les résultats tangibles sont souvent le fruit d'engagements politiques ayant pris plusieurs formes (PNIA/Sénégal 2009 ; NEPAD 2013 ; Dubresson *et al.* 2014). Ils créent une impulsion à haut niveau et une gouvernance améliorée du secteur agricole. Les approches globales et complémentaires créent un environnement porteur de développement ou de sécurité alimentaire (FAO 2015). C'est la raison pour laquelle les acteurs politiques des années post-indépendance du Sénégal se sont pleinement investis dans la sécurité alimentaire à travers des projets, des programmes et des plans multiples et variés, dont les derniers en date restent le Retour vers l'agriculture (REVA), la Grande Offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA), le Plan Sénégal émergent (PSE), le Programme national d'investissement agricole (PNIA). Ces politiques visent la mise en œuvre d'une approche intégrée qui favorise le développement des chaînes de valeurs et la structuration des filières. Elles permettent de valoriser le potentiel agricole du Sénégal (PSE 2014) et de le situer dans une dynamique de développement des ressources et potentialités agro-écologiques.

### *Anacarde, une filière naissante dans le Fogny-Kombo*

Les récentes crises liées à la rareté des ressources de subsistance, accompagnée par la flambée des prix des denrées de première nécessité, ont suscité un regain d'intérêt envers la question de la sécurité alimentaire (CILSS, FAO, FEWSNET, WFP 2010). En Afrique de l'Ouest, et particulièrement en Sénégal, cette question a été évincée pendant une période donnée par d'autres priorités. L'importation de vivres ou de produits céréaliers a été privilégiée, et cela s'est fait au détriment d'une politique endogène de développement agricole (Ba 2008).

En effet, la panoplie de politiques visant à protéger les citoyens et déployée par les autorités publiques, privées, voire par l'ensemble des acteurs, a créé par endroits un déséquilibre. Le dénuement des campagnes et ses conséquences, parmi lesquelles l'exode rural, sont à l'origine de la promiscuité urbaine. Le grenier est remplacé par la boutique de Modou ou de Diallo, car le cultivateur est devenu laveur, ambulant, chauffeur ou *modou-modou*<sup>1</sup>. L'incapacité des villes à accueillir des nouveaux venus en raison d'équipements insuffisants fit glisser les problèmes du milieu rural au milieu urbain (Mbow 2017). Comment

maintenir ou entretenir la population rurale et faire face à la restructuration urbaine ? Telle est l'épine dorsale du questionnement des politiques publiques des pays dits du Sud.

Au Sénégal, comme nous l'avons dit dans les lignes précédentes, la politique du grand retour vers la terre pour une sécurité alimentaire a été primordiale en vue d'éradiquer la faim et de retenir les ruraux pour redynamiser la relation entre ville et campagne. Cependant, le constat qui se dégage est que les problèmes posés se déclinent toujours en termes d'insuffisance des précipitations et de productivité agricole. Ils sont aussi analysés en termes de prix internationaux et de capacité des populations les plus défavorisées à acquérir le pouvoir d'achat nécessaire pour faire face à leurs besoins nutritionnels. La sécurité alimentaire relève à présent des problématiques plus générales de la sécurité humaine (Minvielle & Lailler 2005). Il faut dès lors trouver une culture résiliente face aux changements climatiques et qui réponde aux prix du marché.

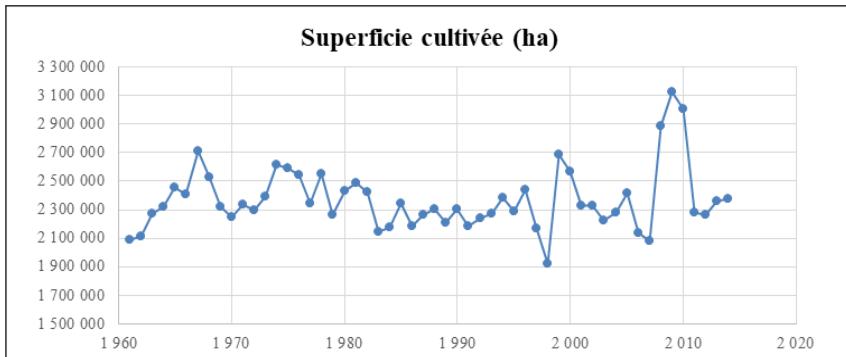
Dans cette perspective, la mise en place de l'agropole Sud en Casamance pourrait booster le niveau de production de l'anacarde, dont les effets sont en gestation dans cette région du Sénégal. En effet, les autorités du pays, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque islamique de développement (BID), mettent en place le projet de transformation agro-industrielle du Sud. L'agropole Sud vise généralement à améliorer les conditions de vie des populations à travers un développement agricole rentable et durable grâce au rayonnement de l'arboriculture et à la culture de céréales, source de sécurité alimentaire.

En ce qui concerne l'anacarde au Sénégal, il faut rappeler que la filière était en effet considérée comme inappropriée à l'exportation. L'arbre était vu en tant qu'espèce forestière à statut de propriété collective (ministère de l'Environnement 2007). La pomme était un fruit important et fortement consommé par la population, et la noix était quasi inexploitée (Sarr 2002; Dieng *et al.* 2019). Sa production était également très faible.

Il faut souligner que c'est surtout à la fin des années 1970 que l'apparition d'une filière encadrée et assez bien structurée a été constatée (Sarr 2002). Les programmes de développement de l'anacarde ont vu le jour. D'ores et déjà, ont été créés, à partir 1973, la Société de décorticage des noix d'anacarde du Sénégal (SODENAS) et le programme bilatéral dénommé Projet anacardier sénégalais-allemand (PASA). Ces politiques avaient pour objectif le développement de la filière au Sénégal.

La SODENAS était ainsi actrice principale dans le ramassage et la commercialisation des produits de cajou, contrôlant tout le circuit commercial. Mais en 1986, le marché a été libéré et la production nationale bien structurée

et encadrée (Ndiaye 2013). Le système de production, de collecte et de commercialisation des produits d'anacarde devint par conséquent de plus en plus organisé (Coly, Diallo & Weibigué 2021). Cependant, seul l'État homologue le prix.



**Figure 2 :** Évolution des superficies emblavées de 1960 à 2020

Source : WDI, FAOSTAT, calcul auteur/communication doctorale ED2DS/UT Touré (2018)

À l'image des autorités étatiques, les paysans ont expérimenté des solutions à la fois positives et négatives dans la sécurité alimentaire du pays. La solution concernant les phénomènes naturels qui s'inscrivent au premier rang des problèmes a été le développement de mécanismes, de stratégies d'adaptation. Les acteurs ont pour la plupart opté pour l'anacarde (cf. Photo 1). Cette observation est confirmée par les plus récentes recherches sur l'agriculture en Casamance. Dans ce sens, Coly stipule que « Pour accroître leurs revenus et améliorer leur niveau de vie, la plupart des agriculteurs diversifient leurs activités agricoles en investissant davantage dans les cultures de rente telles que l'anacarde » (Coly *et al.* 2021:4). De fait, contre vents et marées et devant la contrainte des paysans, une culture agricole résiliente s'est en réalité développée.

C'est ainsi qu'en Casamance, à cause de la combinaison de facteurs socio-anthropiques (exode rural, migration, conflits, expansion urbaine...) et naturels (changement climatique), des groupes ethniques tels les Diolas et les Mandjacks ont été contraints d'intégrer l'anacarde aux cultures de prédilection comme la riziculture, la culture des bas-fonds, l'arachide et autres céréales.



**Photo 1 :** Champ d'anacardiers dans la commune de Kataba 1

Source : Cliché A. K. Mané, 2015

En effet, c'est grâce à cette culture que les agriculteurs arrivent à garantir leur sécurité alimentaire. Cette zone est essentiellement agricole et la minorité de population non agricole reste répartie dans le commerce et le service (ANSD 2014 ; SRSD 2019). En outre, la prédominance de l'activité agricole s'accompagne de fortes mutations dominées par la dynamique de la filière anacarde, comme l'atteste l'évolution des surfaces arables selon les types de cultures (cf Tableau 1). Ces dernières décennies, en raison des facteurs anthropiques et naturels, comme il est mentionné plus haut, les emblavures de l'anacarde ont évolué de façon exponentielle (IRD 2011 ; Plan de développement communal [PDC] de Kataba 1 2018). Cela a créé une transformation du paysage agraire du Fogny-Kombo ou Kataba 1, les champs d'arachide et autres céréales comme le mil, le maïs, le sorgho, etc., ayant quasiment laissé la place aux plantations d'anacarde, dont la surface est passée du double au triple au cours de la dernière décennie (cf. Tableau 1).

La baisse considérable des cultures vivrières (céréales), mais également commerciales (arachide) s'explique par l'instabilité climatique (cf. Tableau 1). Parmi ces facteurs, on peut citer la forte dépendance de l'agriculture sous pluie, les facteurs naturels (baisse considérable de la pluviométrie, fort taux de salinisation des terres arables...), la faiblesse de la technologie, le fort taux d'émigration... Les champs d'anacardiers, à l'image des exploitations

arboricoles, sont assez représentés dans cet espace géographique (cf. Tableau 1). Leur développement est lié à la forte demande du produit en milieu urbain et dans le marché international.

**Tableau 1 :** Évolution des superficies de quelques cultures de 2009 à 2018 dans la commune de Kataba 1

| Surfaces arables<br>Année   | 2009-2012 | 2012-2015 | 2015-2018 |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Riz                         | 15 ha     | 9 ha      | 5 ha      |
| Autres céréales et arachide | 20 ha     | 10 ha     | 6 ha      |
| Anacarde                    | 6 ha      | 12 ha     | 18 ha     |

Source : Plan de développement communal (PDC) de Kataba 1 (2018)

Il faut signaler que si le mouvement migratoire lié à l'agriculture est ancien dans le bassin arachidier (les navétanes), dans le Fogny-Kombo, il est récent et accompagne le processus de développement de l'arboriculture dans cet espace. Le rayonnement des activités de pêche et du tourisme a aussi favorisé l'immigration dans cette zone, notamment à Kaffountine, Diouloulou, Niaffrang... (Sané 2017) On a constaté pendant longtemps la mobilité d'acteurs de la pêche (venus du nord et du centre du pays et de la sous-région) et du tourisme.

Les récentes crises que subissent ces secteurs ont conduit à une reconversion de la population à un nouveau mode de vie. De fait, l'arboriculture est, surtout avec la culture d'anacarde, de plus en plus pratiquée. Il faut rappeler que le système de gestion foncière dans la zone reste généralement coutumier. Dans la plupart des villages de la commune, ce sont des précurseurs qui détiennent le pouvoir sur le foncier. Selon certaines règles traditionnelles, la terre est offerte et le demandeur a l'obligation d'y résider et de valoriser la parcelle attribuée au bout de trois ans. Si tel n'est pas le cas, on lui retire la parcelle. Cette stratégie peut expliquer l'immigration et l'expansion agricole que connaît la zone.

### *L'anacarde, une filière d'exportation dynamique*

La production de l'anacarde, au-delà de sa moindre exigence en termes d'entretien et de conditions écologiques, permet aussi aux acteurs de satisfaire les besoins alimentaires en raison de sa valeur ajoutée. Aujourd'hui, la filière anacarde connaît une expansion très rapide au Sénégal (IRD 2011). Cela peut s'expliquer en général par deux facteurs essentiels. D'une part, ce type d'agriculture semble être une solution face à l'amenuisement des terres

rizicultivables dans le Fogny-Kombo (PDC de Kataba 1 2018). Les productions de la zone sont bien assez importantes, mais elles sont, comme dans toute la sous-région ouest-africaine, confrontées au manque d'organisation des acteurs de la filière et surtout à l'instabilité du marché international (prix, COVID-19...). D'autre part, ce rayonnement se réalise grâce au revenu procuré aux agriculteurs et à la forte demande de noix de cajou sur le marché mondial (Ricau 2013; Dieng 2019). Cette demande exponentielle de noix d'anacardiers agit de manière positive sur la culture de l'anacarde (cf. Tableau 1). De surcroît, cette dynamique est confirmée au niveau national, les superficies de plantation d'anacardiers sont estimées à environ 61 615 hectares, essentiellement dans les régions de Fatick, Ziguinchor, Sédiou et Kolda (IRD 2011 ; Coly *et al.* 2021 ; Ndiaye *et al.* 2021).

Les produits d'anacarde, noix aussi bien que pommes, sont vendus sur le plan national, le régional et l'international. Le prix a considérablement augmenté ces dernières années grâce aux bénéfices des effets frontières, dont tirent profit aussi bien les producteurs que les acheteurs. Les Asiatiques (particulièrement les Chinois, Indiens...), qui sont les principaux acheteurs des noix, viennent au Sénégal et dans la Zone de Kataba 1 pour se ravitailler et font transiter leurs marchandises par les territoires voisins via les ports de Banjul et de Bissau, où l'impôt semble moins élevé qu'au Sénégal. Ainsi, le kilogramme de l'anacarde est passé de 250 F CFA-300 F CFA à 1 000 F CFA en l'espace de six ou sept ans. Cependant, l'interdiction du mécanisme d'effet frontière ou l'arrivée de politiques qui prohibent la sortie du produit sans paiement de taxes s'est répercutée sur le prix du kilogramme d'anacarde qui, d'une flambée exponentielle en 2015, a périclité jusqu'à sa valeur initiale de 300 F CFA pour cette campagne de 2019. Cette chute brutale de prix peut être de lourdes conséquences pour la récolte en cours. L'attestent ces propos de M., exploitant de 43 ans à Dombondir :

L'interdiction de l'État, du produit d'anacarde de circuler en la Gambie et la Guinée nous porte préjudice, car les Indiens et les Chinois préfèrent transiter le produit dans ces ports. Mieux, comme la campagne commence au Sénégal en premier, nous avons l'avantage d'avoir le meilleur prix, en temps normal. [Homme de 43 ans, propriétaire d'exploitation]

Ainsi, la gestion *top down* de la filière anacarde risque de créer une insécurité alimentaire pouvant susciter la colère des paysans ayant du mal à comprendre cette façon de faire de l'État, censé les protéger et les accompagner vers un meilleur résultat.

## ***Anacarde, recomposition spatiale d'un territoire transfrontalier et sécurité alimentaire***

Ces dernières années, la culture de l'anacardier occupe une place très importante dans les secteurs d'activité des ruraux, surtout dans la partie méridionale du pays (Ricau 2013 ; Ndiaye *et al.* 2017). C'est une filière qui présente un fort potentiel de développement et suscite, auprès des paysans, un grand espoir de sécurité alimentaire.

En Casamance, il est généralement considéré comme un «or noir», car il est aujourd'hui une source de revenus pour la plupart des habitants et des producteurs au-delà des frontières (Diamanka 2016). Selon les résultats de recherche du terrain, la filière dépasse largement les frontières sénégalaises. Elle crée d'importantes mobilités transfrontalières, sources de sécurité alimentaire. Dès lors, on note une recomposition spatiale des zones de production (IRD 2011). De ce fait, les dynamiques transfrontalières, marquées par des flux commerciaux, par des acteurs et leurs capacités d'adaptation, sont une condition de sécurité alimentaire (Bennafla 2002 ; Enda Diapol 2007).

En effet, en Afrique, les mobilités et les stratégies informelles présentent de vastes opportunités de marché et offrent aux habitants une large possibilité d'échange commercial (Ayimpam 2020). La mobilité des commerçants est très importante. Ces acheteurs mobiles, sillonnant le territoire transfrontalier de production, sont les principaux acteurs de transaction commerciale (Bennafla 2002).

Ils assurent généralement la collecte des noix auprès des producteurs agricoles (propriétaires et ouvriers) et louent le service de jeunes gens, contribuant ainsi à la création d'emploi. L'ensemble des activités qui se développent autour de la filière anacarde illustre la recomposition territoriale du Fogny-Kombo. En effet, les campagnes de noix sont des moments très dynamiques dans ces zones de développement de la filière. On y observe une apparition d'activités annexes très rentables pour la population. On assiste alors à une réelle dynamique du transport, du service ménager (restauration, linge). Le commerce se manifeste par conséquent dans un rayonnement animé par de petits marchands ambulants. De fait, si tous les secteurs d'activité trouvent leur compte dans le développement de l'anacarde, cette bonne santé financière vise tout d'abord à garantir la sécurité alimentaire. Cela est encore confirmé par les résultats de recherche, car, selon le témoignage de plusieurs acteurs, l'argent tiré de la transaction des produits de l'anacardier sert essentiellement à l'achat du riz, comme l'attestent les propos de cette productrice d'anacarde :

Nous (mon mari, nos enfants et moi) sommes à Birkama, en Gambie. Là-bas, je travaille comme bonne. Mais, chaque année, je viens ici pour la campagne

d'anacarde qui est très rentable. Le propriétaire, c'est le frère de mon mari et il me demande toujours de venir l'aider. L'argent tiré de cette activité m'a permis de soutenir mon mari, car en rentrant, je cherche des produits comme l'huile de palme, du balai, des bidons citron et du poisson séché à Kafountine. Certains produits ont servi de renfort dans la boutique de mon mari et les autres, je les amène chez ma grande sœur à Bakaw. [Femme, 30 ans, ouvrière agricole, Dombondir]

Outre leur impact économique et social, les plantations d'anacardiers jouent un rôle important dans la mobilité des personnes (cf. Tableau 2) et surtout dans le processus de sécurité alimentaire de ces agriculteurs, comme l'attestent les propos suivants :

Depuis l'arrivée de l'anacarde, les périodes de soudure restent un souvenir. Nous arrivons à bénéficier de prêts chez les commerçants grâce à l'anacarde. La faim disparaît pendant la campagne, les enfants mangent dans les gargotes, tout le monde est riche. [Homme, 47 ans, ouvrier, Touba]

**Tableau 2 :** Répartition des ouvriers agricoles selon le pays d'origine.

| Pays de provenance | Nombre d'employés | Pourcentage (%) |
|--------------------|-------------------|-----------------|
| Sénégal            | 21                | 43              |
| Gambie             | 17                | 35              |
| Guinée-Bissau      | 05                | 10              |
| Autres             | 06                | 12              |
| Total              | 49                | 100             |

Source : Mané & Diombaty (2019)

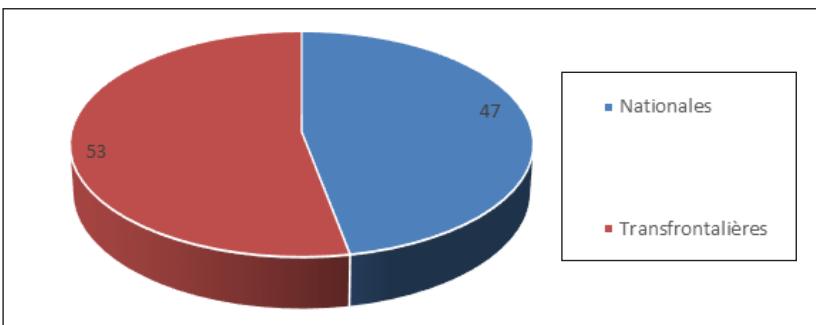
Ce tableau ne tient pas compte des exploitations exclusivement familiales. Il évoque essentiellement des exploitations qui ont au moins un ouvrier agricole venu hors du ménage. Ainsi, il est très révélateur, car il montre comment cet espace géographique est partagé, malgré la présence d'une frontière étatique (Diallo 2015 ; Sène 2019). En effet, il décrit les origines des ouvriers agricoles trouvés dans cette zone de frontière. On y rencontre des populations venues d'origines diverses (cf. Tableau 2). Les plantations d'anacardes jouent un rôle important dans la mobilité des personnes dans cet espace géographique.

Il montre l'importance des mobilités liées à la culture de l'anacarde : 53 pour cent d'ouvriers internationaux, contre 47 pour cent de nationaux. Ce produit constitue une culture de rente pour la plupart des populations de cette zone (Sarr 2002 ; Dieng 2019). Ce qui provoque de fortes et diverses mobilités vers cette zone où l'arboriculture, plus particulièrement les plantations d'anacardiers, se développe de plus en plus.

Nous observons notamment une forte présence d'étrangers dans cette activité agricole composée essentiellement de populations issues de pays voisins (la Gambie et les deux Guinées). Ils viennent souvent selon des sources locales deux fois dans l'année, entre octobre et décembre et entre avril et juin. Les producteurs, du fait du taux élevé de scolarisation (84 %) de la région (ANSD 2019), tirent profit de la présence d'une main-d'œuvre agricole pour développer les plantations d'anacardiers. Les ouvriers agricoles sont généralement affectés positivement par le travail lié à la culture de l'anacarde. À la fin de l'hivernage, ils viennent assurer d'abord le défrichage pour la protection des plantations contre des feux de brousse. Durant cette période, les ouvriers se composent essentiellement d'hommes, dont l'âge varie en général entre 20 et 45 ans.

Cependant, la seconde phase est majoritairement composée de femmes, dont l'âge médian est de 30 ans. Les ouvrières sont majoritairement des femmes mariées. Elles constituent, selon les mêmes sources d'information, les acteurs principaux du système de collecte du fruit. Elles assurent le ramassage et le décorticage des produits d'anacardier.

Selon des informations recueillies auprès des producteurs, deux modes de rémunération sont employés par des producteurs : financière et matérielle. Mais dans le cadre de notre zone d'étude, le mode de paiement s'effectue généralement par un accord entre producteur et ouvrier agricole. En réalité, ce dernier ramasse deux jours successifs pour le propriétaire et le troisième se fait à son compte.



**Figure 3 :** Typologie des mobilités des employés des cultures anacardes selon la frontière

Source : Mané & Diombaty (2019)

Selon les producteurs, la présence des ouvriers agricoles étrangers dans ces travaux s'explique par plusieurs facteurs. Elle est liée à l'importance de l'exode rural, de l'émigration, et surtout du taux très élevé de scolarisation des enfants, mais également à l'instabilité pluviométrique (Sané 2017) de

la zone. De fait, les paysans, constitués majoritairement d'hommes de plus de 45 ans, manquent réellement de main-d'œuvre. Face à ces difficultés, la culture d'anacardiers est adoptée par bon nombre de paysans. Ils font recours, à travers leurs réseaux sociaux et la proximité géographique, aux ouvriers étrangers gambiens et bissau-guinéens, etc. Comme l'atteste la figure 3, avec une part importante d'étrangers, de 53 pour cent contre seulement 47 pour cent de nationaux dans l'exploitation de l'anacarde dans l'arrondissement de Kataba 1. La présence d'immigrants s'explique également par les difficultés que ressentent certains secteurs socioéconomiques, tels que la pêche, le tourisme de cette zone, surtout à Kafountine, Abéné...

Il faut signaler que les ouvriers sénégalais sont généralement des jeunes (cf. Photo 2 & 3). Ils sont pour la plupart des élèves constitués en associations ou en individuels parfois, qui jouent un jeu entre l'école et cette activité très rentable. Certains décident même d'abandonner durant la campagne les enseignements scolaires. Le travail dans ces plantations est également une source financière des coopératives scolaires. Les élèves s'organisent pendant les jours de repos, les week-ends notamment, pour s'activer dans le ramassage. Ils financent de fait leur fête de fin d'année et parfois achètent des matériaux didactiques ou payent des sorties pédagogiques.

La mobilité des acteurs sénégalais se manifeste de plus en plus par un phénomène nouveau, car on y note aussi un flux de retour saisonnier de citadins vers ces zones de plantations d'anacardiers. Ceci touche particulièrement les femmes et les hommes cherchant une amélioration des conditions de leur vie (cf. Photos 2 et 3).



Photo 2 : Le travail de ramassage

Photo 3 : Étape de séparation entre la pomme et la noix

Photo 4 : Séchage et conservation de la noix

Source : Mané & Diombaty (2018)

Les photos 2, 3 et 4 montrent les étapes des travaux avant la mise en vente de la noix de cajou. Les principales sont le ramassage et la séparation de la noix de la pomme. C'est ce processus qui demande la présence d'ouvriers. En réalité, les initiatives sans succès de mécanisation des techniques des processus de production de la filière anacarde conduisent toujours au décorticage manuel (Sarr 2002). Les pratiques de transformation des produits tirés de l'anacarde sont un travail archaïque qui nécessite la présence d'ouvriers agricoles (cf. Photos 5 et 6).



**Photos 5 et 6 :** Système de transformation de la pomme d'anacarde en boisson alcoolisée ou thiapalo

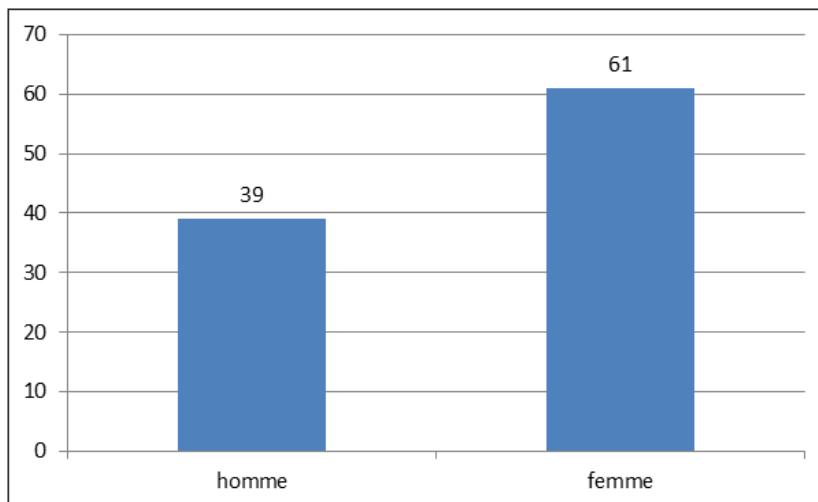
Source : Mané & Diombaty (2018)

Par ailleurs, cette forte mobilité liée à l'exploitation de l'anacarde révèle de surcroît l'importance de la question du genre dans la sécurité alimentaire. En effet, un simple regard sur la figure 4 permet de noter un net déséquilibre entre hommes et femmes évoluant dans l'exploitation de la filière anacarde.

Il convient de signaler que la plupart des paysans propriétaires de champs de plantations d'anacardiers sont des hommes du fait de la gestion traditionnelle des terres. Celle-ci ne donne pas aux femmes un accès facile à la terre. De plus, il y existe une division du travail. De fait, les femmes s'activent surtout dans le maraîchage tandis que les hommes s'occupent des travaux champêtres.

Cette figure montre la répartition par sexe des ouvriers migrants. Elle révèle que 61 pour cent des ouvriers immigrants travaillant dans la filière anacarde sont des femmes. Cet important taux de femmes dans le travail de

ramassage et de décorticage s'explique surtout par des facteurs psychologiques et la quantité moindre d'effort physique requise par ces activités. De fait, les travaux lourds sont de coutume réservés exclusivement aux hommes et les tâches considérées comme légères aux femmes, ce que traduit aujourd'hui cette présence de plus en plus importante de femmes dans les travaux de ramassage et de transformation de produits de l'anacardier.



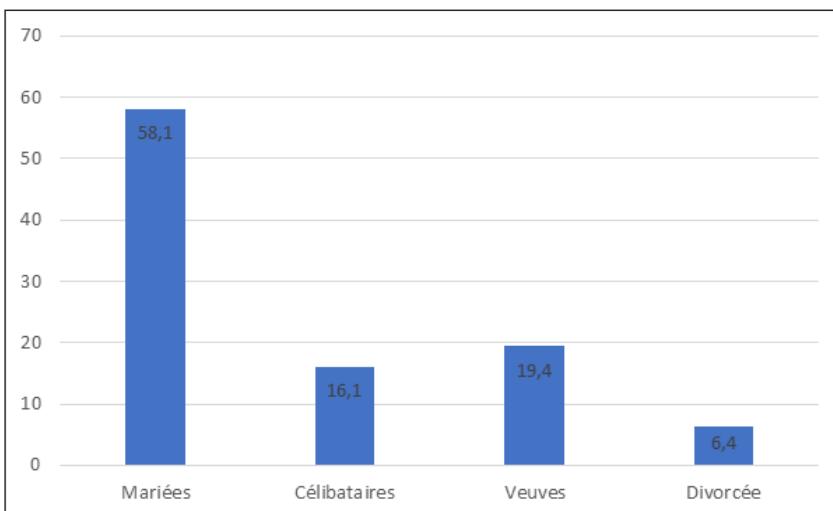
**Figure 4 :** Mobilité et genre dans la sécurité alimentaire à Kataba 1

Source : Mané & Diombaty (2019)

En réalité, dans la logique locale de la division du travail, les travaux champêtres restent l'œuvre des hommes, et les femmes se contentent généralement des rizières et du maraîchage (Pélissier 1966 ; Sané 2017 ; Coly *et al.* 2021). Cependant, selon l'enquête réalisée auprès des producteurs, la prédominance des effectifs est fonction des saisons. Ainsi, les hommes sont plus présents après l'hivernage pour le défrichage. Ils viennent généralement en association, d'après les mêmes sources.

Quant aux femmes, elles sont très actives dans le ramassage des produits, mais aussi dans la transformation (cf. Photo 5) et la commercialisation. L'anacarde est généralement transformé sous différents produits. La pomme de cajou peut servir de jus, de vinaigre, d'alcool, de confiture, de sirop... Quant à la noix d'anacarde, elle permet d'obtenir des amandes qui servent à confectionner de la pâte, de l'huile, des produits utilisés en apéritif, du savon... La pellicule entourant l'amande est utilisée pour servir de complément d'alimentation pour le bétail. La coque peut être utilisée pour élaborer des briquettes de charbon servant de combustible dans les foyers. Elle peut permettre la production de l'électricité.

Malgré la diversité de produits dérivés qu'offre l'anacarde, la zone de recherche est marquée par une faible transformation du produit, qui est essentiellement artisanale. La pomme d'anacarde est généralement transformée de manière mécanique en boisson fraîche ou alcoolique communément appelée en langage local *thiapalo*. La noix ou *Ndamarasse* est un produit qui, aujourd'hui, intègre de plus en plus le mode de consommation des populations en milieu urbain. De fait, ce sont généralement des femmes gambiennes ou bissau-guinéennes d'origine sénégalaise ou ayant des liens parentaux avec des producteurs qui fréquentent la filière. Ainsi, l'essentiel des femmes migrantes ouvrières (cf. Figure 5) sont mariées (58,1 %). Pour celles de la Gambie, elles sont pour la plupart originaires du Sénégal et entretiennent d'étranges relations avec les producteurs. Selon elles, cette activité est très rentable et leur permet une autonomie financière sur une période plus ou moins longue. En effet, ce sont les producteurs qui font souvent appel à leurs parents situés de l'autre côté de la frontière pour les appuyer dans cette campagne agricole. L'homme laisse généralement la femme effectuer ce séjour agricole. En venant, elle est accompagnée par ses voisines.



**Figure 5 :** Statut matrimonial des femmes ouvrières

Source : Mané & Diombaty (2019)

Dans tous les cas, les producteurs reconnaissent la place importante qu'occupent ces ouvriers dans le développement de la filière. Celle-ci est une source de sécurité alimentaire, car les recettes tirées de ce type d'activité agricole servent essentiellement à l'achat de la nourriture (riz, huile...). Ce qui installe le producteur comme l'ouvrier dans une situation de stabilité alimentaire pendant une période plus ou moins longue.

En outre, les recettes tirées de cette exploitation permettent, dans une certaine mesure l'achat de motocyclettes, communément appelées *Jarkarta*. Elles sont utilisées dans le système de transport des espaces frontaliers.

L'anacarde nous a permis une garantie alimentaire. Après chaque récolte, on achète tout le ravitaillement en denrées alimentaires. Ainsi, la dépense quotidienne est plus facile à gérer. [Homme, 51 ans, propriétaire de plantation, Dombondir]

Il faut retenir la relation entre producteurs et acheteurs. Selon plusieurs sources, ces derniers sont constitués majoritairement d'intermédiaires nationaux, gambiens et, dans une moindre mesure, de Bissau-Guinéens. Ils sillonnent tout l'espace du Fogny-Kombo et créent un territoire commercial fluide, échappant parfois aux dispositifs de contrôle frontalier.

Dans cette production, la pomme, occupant un poids non négligeable, constitue une grande perte. En effet, les productions se limitent généralement à une consommation insignifiante. Elle reste faiblement transformée. La noix, quant à elle, est destinée exclusivement à la vente. Le prix de transaction est généralement proposé par l'acheteur aux producteurs. Il varie selon des périodes et des saisons. La commercialisation de cette noix reste, selon certaines sources, une activité aussi importante, car la majorité de la production est destinée à l'exportation (Sarr 2002 ; Minvielle & Lailler 2005 ; PNIA 2009). Le produit de l'anacarde est généralement exporté en Asie et en Amérique latine. Toutefois, selon Sarr (2002), les produits ne sont pas conformes aux normes internationales.

De nos jours, il existe de réelles potentialités qu'offre le marché mondial. Mais la transformation souffre du manque de moyens technologiques et financiers. De fait, le travail reste laborieux et la transformation finale est peu conséquente.

## Conclusion

En guise de conclusion, le Fogny-Kombo, à l'image d'autres espaces frontaliers ouest-africains, est fortement caractérisé par une intense mobilité. Celle-ci se manifeste sous des territoires transcendant les frontières des États. La particularité de ce phénomène, dans cet espace de cohabitation, contribue au développement de la filière anacarde. En d'autres termes, cet article évalue l'impact des mobilités transfrontalières dans le développement de la culture de l'anacarde, qui constitue une stratégie de sécurité alimentaire dans cet espace transfrontalier.

Il ressort de notre analyse que les changements climatiques et sociaux ont installé dans le Fogny-Kombo une crise agricole sans précédent. Ainsi, les effets des aléas climatiques consécutifs à l'échec des politiques

de planification du développement agricole, voire la déréglementation du marché de l'arachide et céréalier local, ont été une source d'insécurité alimentaire dans cette zone. Pour répondre aux défis physiques et humains, il est nécessaire d'adopter de nouvelles stratégies et politiques pour de meilleures conditions de vie de la population.

La filière de l'anacarde, introduite au Sénégal à la fin des années 1970, fut, après un début marginal (Sarr 2002), adoptée comme une stratégie d'adaptation des paysans dans cette partie méridionale du Sénégal. Elle mobilise, grâce au prix sur le marché, une multitude d'acteurs, leur permettant d'assurer une sécurité alimentaire. Les revenus tirés de l'exploitation des produits de l'anacarde servent essentiellement aux producteurs à acheter des tonnes de riz assurant le ravitaillement annuel de la famille. N'est-ce pas là une occasion de relativiser la notion d'autoconsommation en matière de sécurité alimentaire? Mieux, la filière a permis une recomposition de cet espace et changé le bien-être des populations, comme en témoignent les enquêtés.

Cependant, la gestion *top down* des ressources de l'anacarde mérite une concertation pour mieux entretenir cette sécurité alimentaire encore à l'état embryonnaire. L'interdiction de l'État sénégalais de transiter la matière au port de Banjul et Bissau a eu des répercussions sur le prix, qui a baissé drastiquement.

## Note

1. *Modou-modou* est le vocable utilisé par la population locale, les Wolofs notamment, pour désigner l'émigré.

## Bibliographie

- Adelkader, A., 2017, *Évolution du concept de la sécurité alimentaire et l'importance de l'intégration du bien-être du citoyen dans les systèmes alimentaires*, Université Ahmed Dray-Adrar.
- ANSD, 2014, *Recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage*. Rapport définitif.
- Ayimpam, S., 2020, « Mobilités, circulations et frontières. Migrations, mobilités et développement en Afrique », *Anthropologie & développement* [en ligne], n° 51, mis en ligne le 1er décembre 2020, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anthropolodev/1068>
- Badie, B., 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
- Barry, B., 1988, *La Sénégambie du XVe au XIXe siècle, traite négrière, islam et conquête coloniale*, Paris, L'Harmattan.

- Bennafla, K., 2002, *Le commerce frontalier en Afrique centrale : acteurs, espaces et pratiques*, Paris, Karthala.
- Bennafla, K., 2002, «Les frontières africaines : nouvelles significations, nouveaux enjeux», *Bulletin de l'Association des géographes français*, n° 2, Géopolitique Africaine, p. 134-146.
- Brunet, R., Ferras, R. et Théry, H., 2006, *Les mots de géographie*, éd. Reclus-La Documentation française.
- Caillavet F., Casterbon K. et Darmon N., 2014, «Insécurité alimentaire», dans *Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique*, p. 237-266 Inserm Expertise collective.
- CILSS, FAO, FEWSNET, WFP, mars 2010, *Commerce transfrontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : cas du bassin Ouest : Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Mali, Mauritanie*, Sénégal, étude réalisée grâce au soutien financier de l'USAID.
- Coly, S. M., Diallo, M. A., Weibigue, A. G., 2021, «Impact d'une taxation à l'exportation de noix de cajou sur les revenus des ménages et de l'État au Sénégal : une application à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable», *Repères et Perspectives économiques* [en ligne], vol. 5, n° 2/septembre 2021, mis en ligne le 16 septembre 2021.
- Di Meo, G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- Diallo, M.-M., 2014, Frontières, stratégies d'acteurs et territorialités en Sénégambie : cas des frontières Sénégal-Gambie et Sénégal-Guinée Conakry, thèse de doctorat géographie-aménagement, Université Paul-Valéry Montpellier
- Diallo, Y., 1996, «Place du secteur informel dans la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest», *Revue des institutions politiques et administratives du Sénégal (RIPAS)*, n° 35-38, p. 41-46.
- Diamanka, A., 2016, *L'Anacarde facteur de développement en Casamance*, mémoire de master ISEG.
- Dieng, F., Ngom, D., Dia, D. et Sy, R., 2019, «Efficience technique de la production d'anacarde (*Anacardium Occidentale L.*) dans les grandes régions de production du Sénégal», *Int. J. Biol. Chem. Sci.*, 13(6), p. 2627-2645.
- Dieye, C. T., 2010, *Le futur du commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest*, Dakar, Enda Syspro.
- Diop, M. C., 1994, *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar, Sociétés-espaces-temps.
- Dubresson, A. et J.-P. Raison, 2014, *L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement*, 3e édition, Paris, Armand Colin.
- Enda Diapol (Environnement et développement, prospectives dialogues politiques), 2007, *Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest*, CRDI/Enda Diapol/Karthala.
- FAO, 2014, *Évaluation sur le droit à l'alimentation dans la région de la CEDEAO*, E. de Loma-Ossorio, C. Lahoz et L. F. Portillo, Institut d'études de la faim.
- FAO, FIDA, OMS, PAM et Unicef, 2020, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020, Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*, Rome.

- Ferrier, J.-P., 2002, « Géographie, ou l'illustration productive de l'inséparabilité enfin comprise du matériel et de l'idéal », *Géopoint 2002*, Groupe Dupont, Université d'Avignon.
- Foucher, Michel, 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 2<sup>e</sup> édition.
- Igue, J. O., 1995, *Le territoire et l'État en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Paris, Khartala.
- Institut de recherche pour le développement (IRD), 2011, *Les bases de la filière cajou. Projet d'amélioration de la chaîne de valeurs du cajou dans le Bassin du fleuve Gambie (CEP)*, International Relief & Development.
- Kane, A. F., 2010, Les frontières et leurs conséquences en Afrique de l'Ouest de la Mauritanie à la Guinée Conakry : espace mauritano-guinéen, thèse de doctorat d'État, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
- Mané, A. K., 2015, Enjeux transfrontaliers et développement local dans la commune de Kataba 1, mémoire de master géographie, FLSH, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
- Mbow L. S., 2017, *Quand le Sénégal fabrique sa géographie*, Presses universitaires de Dakar.
- Minvielle J.-P., Lailler A., 2005, *Les politiques de sécurité alimentaire des années 1960 à nos jours*, Paris, L'Harmattan.
- Ndiaye, A., 2013, *L'agriculture sénégalaise de 1958 à 2012. Analyse systémique et prospective*, Paris, L'Harmattan, 224 p.
- Ndiaye, S., Charahabil, M. M. et Diatta M., 2021, « Caractéristiques des plantations d'anacardiers (*Anacardium Occidentale L.*) et déterminants économiques des exploitations en Casamance », VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Regards/Terrain, mis en ligne le 1er février 2021, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/28723> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.28723>.
- Ndiaye, S., Charahabil, M. M., Diatta, M., 2017, « Caractérisation des Plantations à base d'anacardier (*Anacardium Occidentale L.*) dans le Balantacounda : cas des communes de Kaour, Goudomp et Djibanar (Casamance/Sénégal) », *European Scientific Journal*, 13 (12), pp. 242–257.
- Nepad, 2013, *Les Agricultures africaines : transformations et perspectives*, novembre, Rapport
- Pélissier, P., 1966, *Les Paysans du Sénégal : les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yriex, Fabrègue.
- Person Y., 1974, « La Sénégambie dans l'histoire », in *Senegambia: proceedings of a Colloquium at the University of Aberdeen*, ed. By R. C. Bridges.
- Plan de développement communal (PDC) de Kataba 1, 2018.
- Plan Sénégal émergent (PSE), 2014.
- Programme national d'investissement agricole (PNIA), 2009, Burkina Faso.
- République du Sénégal/PNIA, 2009, *Bilan diagnostic du secteur agricole, revue des politiques stratégiques et programmes, performances du secteur*.
- Ricau, P., 2013, *Connaitre et comprendre le marché international de l'anacarde*, RONGEAD, 49 p.

- Sakho, E. A., 2011, *Intégration économique en Afrique de l'Ouest : analyse et perspectives*, Paris, Economica.
- Sall, E., 1992, « Sénégal, territoires, frontières, espaces et réseaux sociaux », *CEAN-Travaux et documents*, n° 36, p. 1-28.
- Samb, C. O., Faye, E., Dieng, M., Sanogo, D., Samba, S. A. N. et Koita, B., 2018, *Dynamique spatiotemporelle des plantations d'anacardier (Anacardium Occidentale L.) dans deux zones agro-écologiques du Sénégal, Afrique SCIENCE* 14(3), p. 365-377.
- Sané, T., 2017, *Vulnérabilité et adaptabilité des systèmes agraires à la variabilité climatique et aux changements sociaux en Basse-Casamance (sud-ouest du Sénégal)*, Géographie, Université Sorbonne-Paris-Cité-Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
- Sarr, M. B., 2002, *Analyse du secteur de l'anacarde, situation actuelle et perspective de développement, rapport*, CNUCED/OMC (CCI).
- SEN, ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature, des Bassins de rétention, de l'Aquaculture et des Lacs artificiels, 2007, *Production et évaluation économique de la noix d'anacarde et de pomme de cajou au Sénégal. Rapport technique*.
- Service régional de la statistique et de la démographie de Ziguinchor, 2019, Situation économique et sociale régionale 2016.
- SIDIBE M., 2002, « Entre le Saloum et la forêt de Pata : mobilité des migrants, intégration des espaces », *Revue européenne des migrations internationales* [en ligne], vol. n° 2, mis en ligne le 9 juin 2006, consulté le 3 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.or/remi/2640>; DOI : 10.4000/remi.2640.
- Sy, O., 2009, *Reconstruire l'Afrique : vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales*, Bamako-Paris, Jamana-Ch.-L. Mayer.
- Tano, A. M., 2012, *Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Meadjî au Sud-ouest ivoirien. Économies et finances*, Université de Toulouse-Le Mirail — Toulouse-II.
- World Bank, 1986, *Development Report, the hesitant recovery and prospects for sustained growth trade and pricing policies in world agriculture world development indicators*.

